



RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

GUIDE
2016

SOMMAIRE

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN UN COUP D'OEIL

BIEN PRÉPARER SON DÉPART À LA RETRAITE.....	04
QUEL EST L'ÂGE IDÉAL POUR PARTIR À LA RETRAITE ?.....	07

MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE GUÉRIR

CALCULEZ VOTRE RETRAITE.....	10
QUELLE INCIDENCE ONT LES PÉRIODES DE CHÔMAGE SUR VOTRE RETRAITE ?.....	14
RETRAITE ET ÉPARGNE.....	17





Retraite complémentaire : bien préparer son départ à la retraite.

La vie est faite de moments charnières : la scolarité, la formation ou les études, le premier emploi, la construction de la famille, etc... La retraite est une de ces étapes cruciales. Il faut s'y préparer en amont pour quitter la vie professionnelle dans les meilleures conditions.

L'aspect financier est primordial, c'est lui qui va conditionner en grande partie la réussite de ce dernier âge de la vie. Pour différentes raisons (augmentation du chômage, diminution du nombre de cotisants, allongement de la durée de vie), le système de retraite par répartition basé sur la solidarité n'est plus suffisant pour assurer une pension décente à la majorité des retraités, il le sera encore moins dans les années à venir. **Se constituer un complément de revenus est devenu indispensable.**

1 RACHAT DE TRIMESTRES

Vous pouvez racheter des trimestres de cotisations manquants pour toucher une retraite à taux plein : la loi Fillon de 2003 vous permet de ne plus être pénalisé lors de la retraite si vous n'avez pu cotiser suffisamment (trous de carrière, études trop longues).

Le rachat est autorisé jusqu'à 12 trimestres soit 3 ans et sous certaines conditions. Attention : plus vous êtes âgé, plus le rachat est coûteux.



**CE DOCUMENT RÉCAPITULE
VOS DROITS À LA RETRAITE ET
SERT DE BASE AU CALCUL DE
VOTRE FUTURE PENSION.**

2 RELEVÉ DE SITUATION INDIVIDUELLE

Ce relevé est le reflet de votre carrière professionnelle. Ce document récapitule vos droits à la retraite et sert de base au calcul de votre future pension.

Vous le recevez automatiquement à partir de 35 ans, et par la suite tous les 5 ans ; à compter de 55 ans, il est complété par une estimation indicative globale de votre retraite.

Ce service est gratuit et il vous permet de vérifier que tous vos droits sont pris en compte, à savoir l'ensemble de vos trimestres retraite acquis (validés et cotisés) durant votre carrière professionnelle tous régimes de retraite confondus, ainsi que vos points retraite des régimes complémentaires (ARRCO, AGIRC,...).

Ces informations sont transmises par les différentes caisses de retraite auprès desquelles vous avez cotisé. Demandez une régularisation à votre caisse si vous constatez une erreur (justificatifs à fournir). Il est important de vérifier au moins 2 ans avant votre départ en retraite que les informations du relevé sont correctes.





3 ANTICIPEZ EN ÉPARGNANT POUR VOTRE RETRAITE

La fin de la vie professionnelle entraîne une perte de revenus. Avant de constater vos droits à la retraite grâce au relevé de carrière, **soyez prévoyant et anticipez en mettant de l'argent de côté**. Il existe plusieurs façons de se constituer une retraite complémentaire.

La première source d'économie est d'être propriétaire de son logement : pas de loyer à payer.

Vous disposez en outre d'un patrimoine que vous pouvez vendre à tout moment pour acheter plus petit.

La propriété donne accès au viager, une formule qui n'est plus tabou et qui existe sous différentes formes bien encadrées (viager libre ou occupé, vente à terme, nue-propriété).

L'immobilier toujours, mais en tant qu'investisseur locatif : le placement locatif permet d'assurer un complément de revenus, sans compter qu'il peut constituer à l'issue de l'engagement locatif (assorti d'avantages fiscaux) un logement éventuel pour le retraité.

L'assurance vie est une source de revenus complémentaires pour la retraite : plus d'un assuré sur deux détient une assurance vie en vue d'épargner pour sa retraite. Deux options possibles : rachats réguliers ou rente viagère.

Pensez également aux plans d'épargne dédiés (PERP ou PERCO) qui permettent de bénéficier d'avantages fiscaux lors de la constitution de l'épargne.

Retraite : quel est l'âge idéal pour partir à la retraite ?

Existe-t-il un âge idéal pour partir à la retraite ?

On est tenté de répondre que le choix ne nous appartient pas, puisque l'âge légal, sujet à d'éternelles controverses et de conflits entre les partenaires sociaux et le gouvernement, va déterminer cette étape.

Les Français ont eux-mêmes une idée précise du moment où raccrocher le tablier, une idée à géométrie variable, car chacun a un rapport différent avec le monde du travail en fonction de la nature de l'activité professionnelle, et du degré de satisfaction qu'il éprouve.

"Le travail, c'est la santé, ne rien faire, c'est la conserver !" La phrase d'Henry Salvador a le mérite de contenir une contradiction bien française.



LE TRAVAIL,
C'EST LA SANTÉ,
NE RIEN FAIRE, C'EST LA
CONSERVER .



D'autres citations ? "Les bons travailleurs ont toujours le sentiment qu'ils pourraient travailler davantage" (André Gide). Ou celle-là : "Si pour gagner deux fois plus, il faut travailler deux fois plus, je ne vois pas où est le bénéfice" (Raymond Castans).

Entre ceux qui souhaiteraient quitter la vie professionnelle le plus tard possible et d'autres qui n'aspirent qu'à la retraite, il existe une infinité de situations. La fixation de l'âge de la retraite dépend de plusieurs facteurs : la pénibilité (physique, psychique et cognitive), l'environnement et les conditions de travail, l'état de santé de la personne et sa motivation.

Concernant la pénibilité, le gouvernement met en place un compte pénibilité qui doit entrer en vigueur à compter de 2015. 4 facteurs de risques ont été retenus : **travail de nuit, travail répétitif, travail en équipes postées et travail sous pression hyperbare.**

6 autres facteurs doivent être comptabilisés à partir de janvier 2016, notamment le bruit, le port de charges et les températures extrêmes. 10 facteurs à l'horizon 2016 qui fâchent sérieusement le patronat, qui s'attendait à une concertation sur les 6 derniers.

Quant à la motivation au travail, elle est essentielle pour mener à bien sa mission et contribue au sentiment d'être accompli et heureux dans son milieu professionnel. Même chez les professions intellectuelles, la perte du plaisir de faire et d'une certaine autonomie crée de profondes souffrances auprès des salariés.

Le mal-être est perceptible chez les seniors quand leur expérience dans l'entreprise n'est pas reconnue et mise au profit des plus jeunes recrutés.

Le tutorat les valoriserait, leur permettant de passer le témoin et de mieux accepter le départ à la retraite.

**CONCERNANT LA PÉNIBILITÉ,
LE GOUVERNEMENT MET EN
PLACE UN COMPTE
PÉNIBILITÉ QUI DOIT ENTRER
EN VIGUEUR À
COMPTER DE 2015.**



“

TOUT TRAVAIL EST
NOBLESSE QUE L'ON
ACCROCHE À UNE ÉTOILE.

Raoul Follereau

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ....

Selon une étude de l'Insee en date de 2005, plus d'un Français sur deux souhaite partir à la retraite le plus tôt possible.

Mauvais calcul, car toute prolongation d'une activité quelle qu'elle soit (physique ou intellectuelle) contribue à une meilleure santé et allonge la durée de vie. "Tout travail est noblesse que l'on accroche à une étoile" (Raoul Follereau).

Cette étoile ne serait-elle pas celle du bonheur ?

Les chômeurs en savent quelque chose : un arrêt précoce (et subi) du travail n'est nullement facteur de bonne santé ni d'épanouissement.

Partir en retraite trop tôt augmenterait les risques d'apparition des symptômes d'Alzheimer.

Et pour les dommages collatéraux dont l'issue n'est pas fatale si elle est corrigée à temps, citons la désociabilisation et la perte de l'estime de soi.



Retraite : calculez votre retraite.

Calculer sa retraite est un exercice délicat, mais indispensable pour éviter les mauvaises surprises.

Anticiper cette démarche vous permettra d'aborder dans les meilleures conditions l'étape cruciale qu'est la retraite.

Le système français est complexe, les règles de calcul varient d'une profession à une autre, même si le revenu professionnel et la durée de carrière sont toujours les deux paramètres principaux.





COMMENT SONT CALCULÉES LES RETRAITES ?

Le principe est le même pour toute personne qui travaille : chacun cotise pour une retraite de base et auprès d'une ou plusieurs autres caisses pour se constituer une ou plusieurs retraites complémentaires (Arrco pour les salariés, Agirc pour les cadres, par exemple).

Plus les revenus sont élevés et plus la carrière est longue, plus le montant de la pension sera important.

Les retraites sont calculées en fonction de l'intégralité de la carrière : une personne qui aura exercé plusieurs activités professionnelles verra sa retraite calculée "tous régimes confondus".





IL EXISTE DEUX MÉTHODES DE CALCUL : LE CALCUL PAR TRIMESTRES ET LE CALCUL PAR POINT.

Avec la première méthode, il faut avoir travaillé le nombre de trimestres requis pour toucher une retraite de base à taux plein, c'est-à-dire 50% du salaire moyen (75% pour les fonctionnaires), auquel s'ajoute ensuite la retraite complémentaire.

C'est le cas des salariés, des commerçants et artisans, et des fonctionnaires. Une décote est appliquée si vous n'avez pas atteint le nombre de trimestres requis, tous régimes confondus, ou une surcote si vous avez continué à travailler tout en ayant déjà rempli les conditions pour toucher une retraite à taux plein.

Le calcul par points concerne les régimes de retraites complémentaires obligatoires, ainsi que le régime de base de certains TNS (exploitants agricoles et professions libérales).

Les cotisations versées sont converties en points retraite dont le prix est fixé annuellement : le montant de la pension équivaudra au nombre de points accumulés multiplié par le prix de vente du point.

Sont pris en compte d'autres éléments du parcours professionnel et personnel :

- interruptions de carrière (maladie, maternité, chômage) assimilées à des trimestres travaillés ;
- droit à une majoration de trimestres pour avoir eu des enfants (8 trimestres supplémentaires pour chaque enfant) ;
- majoration de retraite pour trois enfants.

Certains cas particuliers ouvrent droit à une majoration de trimestres (élever un enfant handicapé, être aidant familial, être invalide).



LE RELEVÉ DE SITUATION INDIVIDUELLE

La loi de réforme des retraites de 2003 a instauré un droit à l'information.

Les régimes de retraite obligatoires doivent adresser périodiquement à tous les assurés un relevé des droits qu'ils ont acquis dans l'ensemble des régimes de retraite : ce document est le relevé de situation individuelle (RSI), il constitue le bilan année après année de votre parcours professionnel.

Il concerne aussi bien les régimes de base que les régimes complémentaires. Sont répertoriés tous les salaires soumis à cotisations et les trimestres acquis. **A partir de 55 ans, le relevé est complété par une estimation indicative globale de votre future retraite.**



SIMULATION EN LIGNE

Un site en ligne vous permet de simuler trois éléments : votre âge de départ à la retraite à taux plein, le montant de votre pension à cette date selon différentes hypothèses d'évolution de carrière et les incidences si vous partez plus tôt ou plus tard.

Mis en place par les régimes de retraite obligatoires, ce simulateur (<http://www.marel.fr>) est une aide et ne constitue en aucun cas une vision précise de vos droits à la retraite.

L'évaluation sera d'autant plus juste que vous êtes proche de l'âge de la retraite.

Retraite : quelle incidence ont les périodes de chômage sur votre retraite ?

Rares sont les personnes qui peuvent se targuer d'un parcours professionnel sans interruption involontaire. Le chômage touche toutes les tranches d'âge, les seniors étant parmi les premières victimes.

Les plus de 50 ans sont désormais nombreux à voir le chômage s'éterniser avant d'avoir droit à la retraite à taux plein, d'autant que l'âge légal de départ a été repoussé et que **le nombre de trimestres requis pour obtenir une retraite maximale a augmenté.**

Si, durant votre carrière, vous vous êtes retrouvé sans emploi, les périodes de chômage sont prises en compte pour le calcul de votre retraite. Elles entrent dans le décompte des trimestres requis pour toucher une pension. Il est rassurant de savoir que le chômage aura effet modéré sur la retraite, mais **les conditions de prise en compte ne sont pas les mêmes pour le régime général et la retraite complémentaire**, et selon que la période chômée ait été ou non indemnisée.



1 - LA RÈGLE POUR LE CHÔMAGE INDEMNISÉ

Pour les périodes de chômage antérieures au 1er janvier 1980, tous les trimestres chômés comptent, que vous ayez été indemnisé ou non. Après cette date, il faut distinguer périodes de chômage indemnisées et périodes non indemnisées.

Pour 50 jours de chômage indemnisés un trimestre sera comptabilisé, dans la limite de 4 trimestres par an. Attention, les allocations chômage ne sont pas retenues pour calculer le salaire moyen annuel.

C'est la moyenne des 25 meilleures années qui est prise en compte pour le calcul de la retraite de base.

Vous obtenez gratuitement des points pour votre retraite complémentaire, calculés sur la base du salaire de référence (celui retenu par Pôle Emploi pour le calcul de vos allocations), c'est-à-dire celui de la dernière année d'emploi.



**POUR 50 JOURS
DE CHÔMAGE INDEMNISÉS
UN TRIMESTRE SERA
COMPTABILISÉ, DANS LA
LIMITE DE 4 TRIMESTRES
PAR AN.**



2 - LA RÈGLE POUR LE CHÔMAGE NON INDEMNISÉ

Pour la première période de chômage non indemnisé, vous bénéficiez des mêmes conditions : un trimestre validé par période de 50 jours de chômage, dans la limite de 4 trimestres si la période est antérieure à 2011, et de 6 trimestres à compter du 1er juillet 2011. Cet avantage ne vous sera accordé qu'une seule fois dans votre vie.

Si vous vous retrouvez de nouveau au chômage, un certain nombre de trimestre sera comptabilisé à la seule condition que la période de chômage non indemnisé succède immédiatement à une période de chômage indemnisé. 4 trimestres maximum seront validés si vous avez moins de 55 ans.

Si vous avez plus de 55 ans et moins de 20 années de cotisation (tous régimes de base confondus), le nombre de trimestres validés est toujours de 4 maximum. Ce plafond est porté à 20 trimestres si vous avez plus de 55 ans et que vous avez cotisé au moins 20 ans.



EN REVANCHE, LES
PÉRIODES DE CHÔMAGE
NON INDEMNISÉ NE
DONNENT DROIT À
AUCUN POINT
POUR LA RETRAITE
COMPLÉMENTAIRE.

Retraite et épargne

Le régime de base ne permet pas de percevoir une pension suffisante pour assurer une retraite décente, du moins pour ceux qui ont touché des revenus moyens ou modestes durant leur parcours professionnel.

Des régimes obligatoires de retraite complémentaire viennent compenser la perte de revenus, sans la combler de manière satisfaisante.

L'épargne individuelle reste la stratégie pour s'assurer un niveau de vie correct : la préparation à la retraite est d'ailleurs le premier motif d'épargne en France.

Seule l'assurance vie allie sécurité, rendement, disponibilité de l'épargne, et avantages fiscaux. Ce qui n'interdit pas de regarder les autres produits spécifiques à la retraite.





L'ASSURANCE VIE

L'assurance vie figure en tête des produits financiers préférés des Français pour garantir des revenus supplémentaires une fois à la retraite.

Le Livret A et autres livrets défiscalisés restent les plus répandus, mais l'encours de l'assurance vie est largement devant : plus 1 500 milliards d'euros contre près de 400 milliards d'€ pour le Livret A et le LDD (livret développement durable).

Les avantages de l'assurance vie : aucun plafond, versements libres, nombre de contrats illimités, transmission du capital en cas de vie sous forme de rente ou de rachats partiels, transmission aux bénéficiaires en cas de décès, succession non taxée en-dessous de 152 500€ et fiscalité avantage au-delà de 8 années de détention.



LES PLACEMENTS DÉDIÉS À LA RETRAITE

Le Perp (plan d'épargne retraite populaire, accessible à tous) et le contrat **Madelin** (destiné aux TNS).

L'un comme l'autre présentent l'avantage de réduire l'assiette de l'impôt sur le revenu grâce à la déduction des revenus imposables des cotisations versées (selon conditions définies par la loi).

L'épargne constitue un complément de revenus sous forme de rente viagère une fois la retraite venue. L'inconvénient de ces dispositifs est de ne pas proposer de rachat anticipé (sauf cas spécifiques prévus par la loi).

Il est compensé par l'avantage fiscal : déduction de 10% des revenus ou du bénéfice imposables, dans la limite de 8 PASS, économies qui ne sont pas prises en compte dans le calcul des niches fiscales.

Ces produits sont d'autant plus pertinents que le taux marginal d'imposition est élevé.





LA PRÉFON

La Préfon (caisse nationale de prévoyance de la fonction publique) est réservée aux fonctionnaires. Depuis 2004, les cotisations versées donnent droit à une réduction d'impôts dans les limites des conditions prévues pour le Perp.

Le niveau des rentes viagères assurées par Préfon (4 assureurs, Axa, Gan, CNP Assurances, Allianz) est garanti à vie.



LE PERCO, PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF

Ce produit permet au salarié de prévoir un complément de retraite en partie financé par son employeur.

La souscription au Perco est conditionnée à l'existence préalable d'un PEE (plan d'épargne entreprise).

Le salarié peut déposer tout ou partie de sa participation ou de son intéressement (interdit d'y intégrer les actions de l'entreprise), et effectuer des versements volontaires dans la limite de 25% de sa rémunération brute annuelle.

L'entreprise peut éventuellement abonder les dépôts, mais doit toujours prendre en charge les frais inhérents au plan (tenue de compte, arbitrage).

ATTENTION, le capital n'est pas garanti. L'épargne est bloquée jusqu'à la retraite (sauf exceptions définies par la loi) et la sortie s'effectue sous forme de rente viagère.

Les sommes versées par l'entreprise échappent à l'impôt et aux charges sociales salariales. La rente est imposable après abattement variable selon l'âge.



**COMPAREZ GRATUITEMENT LES MEILLEURES
OFFRES EN COMPLÉMENTAIRE RETRAITE ICI ►**



www.devisprox.com

Copyright © 2006-2016 DevisProx, Tous droits réservés.